



5 septembre 2022

ZeitenWende für EnergieWende:

Il est temps de réviser les politiques énergétiques du Green Deal

(Message de la société civile aux États membres pour la réunion du Conseil "Énergie" du 9 septembre à Bruxelles)

La crise énergétique de ces derniers mois, aggravée par la guerre en Ukraine, entraîne une augmentation insoutenable des prix de l'énergie et un risque sérieux de pénurie d'énergie pour les prochains mois, voire les prochaines années. Cette crise, conjuguée aux impacts des sécheresses, des incendies de forêt et des tempêtes résultant du changement climatique dû aux émissions de GES, affecte gravement la population européenne. Les conséquences sociales sont déjà là et seront exacerbées. Des troubles sociaux pourraient être à nos portes. Proposer des mesures d'aide à court terme au niveau national, après accord au niveau européen, ne résoudra pas le problème. En fin de compte, cela ne fera qu'accroître les dettes qui devront être remboursées un jour ou l'autre. Au lieu de cela, des changements structurels sont nécessaires. Il est temps de réexaminer fondamentalement la façon dont la question du climat et de l'énergie a été abordée au cours des quelques 20 dernières années, de reconnaître les erreurs commises, même si elles étaient involontaires, et de redéfinir la politique en gardant le bien-être de la société européenne au centre des préoccupations.

weCARE a, avec raison, affirmé dès le début la nécessité d'avoir une approche élargie et globale du problème de l'énergie. De nombreuses lettres ont été envoyées aux institutions européennes, à la Commission, au Conseil et au Parlement, pour leur demander de prendre en compte les trois piliers d'une politique énergétique socialement durable : la protection de l'environnement ET l'économie ET la fiabilité de l'approvisionnement. L'énergie doit être propre, abordable et fiable pour être durable d'un point de vue sociétal. Et c'est le bouquet énergétique dans son ensemble, en tant que système, qui doit être équilibré selon ces trois piliers.

Au cours des dernières décennies, le dogme vert a été le moteur de l'élaboration des politiques climatiques et énergétiques au niveau européen. Si la Commission européenne est à l'origine des propositions dans ce domaine, le Conseil et le Parlement européen assument une responsabilité partagée lorsqu'ils modifient et acceptent les propositions.

Le modèle allemand de cette politique « verte », l'EnergieWende, est un échec, comme on le constate aujourd'hui : pas de réduction de l'empreinte carbone (remplacement du nucléaire par du charbon sale), coûts et prix très élevés (500 milliards d'euros de subventions aux énergies renouvelables sur 20 ans), dépendance excessive à l'égard de sources peu fiables (gaz russe via Nord Stream conjugué à l'intermittence des renouvelables).

Il est temps d'opérer un changement, une ZeitenWende, en Allemagne, mais surtout au niveau européen. Faire appel à la clause de solidarité, en particulier pour aider l'Allemagne à surmonter ses problèmes actuels, ne peut être acceptable que si, en même temps, il y a un signal clair pour un changement radical dans la façon dont les politiques climatique et énergétique sont conçues et mises en œuvre. Ces politiques doivent être fondées sur des bases scientifiques et techniques solides, non sur des dogmes et des illusions.

Revenant aux principes de base, il faut réduire l'empreinte carbone de la production et de l'utilisation de l'énergie, tout en maîtrisant les coûts et les prix, et en garantissant la continuité d'approvisionnement.

Pour cela, weCARE propose :

- de ne conserver que l'objectif de décarbonation (contraignant au niveau européen et national), et d'abandonner l'objectif du Green Deal en matière d'énergies renouvelables (c'est-à-dire de ne pas mélanger l'objectif de décarbonation avec les moyens de l'atteindre), en laissant aux États membres la responsabilité de définir leur mode de décarbonation. Il serait également judicieux de revoir le chiffre de 55 % de décarbonation pour 2030. Bien qu'il doive rester comme but à atteindre, ce chiffre pourrait être trop ambitieux en tant qu'objectif contraignant pour dans huit ans. La démarche doit être ambitieuse pour conduire à l'action. Mais l'objectif contraignant doit être atteignable pour être crédible et pousser à l'action.
- de réviser entièrement le marché de l'électricité, en accordant un traitement égal à toutes les sources à faible émission de carbone, tout en maintenant l'équilibre des trois piliers : une électricité propre, abordable et fiable. Le marché tel qu'il a été conçu ne répond pas aux attentes à un moment où d'importants investissements à forte intensité de capital sont nécessaires - particulièrement alors qu'une électrification plus poussée est souhaitable. En outre, un « marché » qui mélange des pommes et des poires, de grandes installations centralisées et pilotables conduites par la demande, avec de petites installations décentralisées intermittentes et non pilotables conduites par l'offre, ne peut être un véritable marché. Il est temps de repenser l'électricité comme un bien commun au service de la société et de structurer le système électrique de manière à ce qu'il fournisse de l'électricité quand on en a besoin, à un prix reflétant le coût moyen de production. Il faut promouvoir les moyens de production d'une électricité propre et fiable les moins chers en

prenant en compte tous les coûts système. Ces mesures devraient conduire à une réduction manifeste du prix de l'électricité.

- de rétablir un large soutien européen à l'énergie nucléaire en tant que source d'électricité et de chaleur décarbonée, sûre, propre, abordable et fiable. Le Traité Euratom constitue la base juridique européenne en la matière. Les États membres peuvent certes décider de ne pas recourir à l'énergie nucléaire, mais ils ne devraient pas être en mesure d'empêcher d'autres États membres de le faire légalement. C'est aussi cela la « solidarité ». Et le plus urgent dans la crise actuelle est de maintenir en activité toutes les centrales nucléaires existantes, tant que les autorités de sûreté l'autorisent.

Nous restons à votre disposition pour toute information/interaction que vous souhaiteriez obtenir de/avec weCARE.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées,

Marc Deffrennes, Richard Ivens, Serge Crutzen

weCARE

marc.deffrennes@hotmail.com

richard.ivenes@telenet.be

crutzen.serge@gmail.com

weCARE est une alliance d'ONG basée à Bruxelles qui fait la promotion d'une énergie propre, abordable et fiable en Europe. Le site web de weCARE (<https://www.wecareeu.org/>)

décrit les objectifs et les activités spécifiques de l'alliance et donne la liste des organisations actuellement membres : Sauvons le Climat FR, Patrimoine Nucléaire et Climat FR, Terraprxaxis UK, 100TWh BE, Ekomodernist FI, Jihocesti TatKove CZ, Institute for Sustainable Energy PL, 18for0 IE, European Association for Energy Security SK, Stichting Energietransitie en Kernenergie NL.

weCARE est inscrit au registre de transparence de l'UE sous le numéro 473723535459-78.